

Print

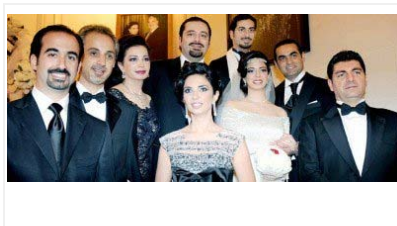
Saad Hariri, bilan d'une décennie de pouvoir (2005-2011: Récit d'une dilapidation, la fortune personnelle et le crédit politique du père.

De [René Naba](#)

Global Research, février 14, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/saad-hariri-bilan-dune-decennie-de-pouvoir-2005-2011-recit-dune-dilapidation-la-fortune-personnelle-et-le-credit-politique-du-pere/5431302>



Il y a dix ans Saad Hariri était intronisé héritier politique de son père Rafic Hariri, l'ancien premier ministre et milliardaire libano saoudien, assassiné le 14 février 2005.

Retour sur le parcours de Saad Hariri, un héritier problématique, un dirigeant off shore. Version réactualisée d'un papier publié en mars 2014

De la fuite comme mode de gouvernement

L'histoire des relations internationales abonde d'exemples de gouvernement en exil, de gouvernement provisoire ou de gouvernement transitoire, mais nulle part ailleurs qu'au Liban ne s'est pratiqué l'exercice au quotidien d'un gouvernement off shore. Un chef de gouvernement dûment investi mais quasiment absent du siège de son pouvoir, n'y faisant escale qu'entre deux voyages, gérant à distance un pays pourtant considéré comme l'épicentre d'une zone névralgique.

Le mérite en revient à Saad Hariri, l'héritier problématique de son père assassiné, Rafic Hariri, le milliardaire libano saoudien, dont la mandature gouvernementale constituera, c'est là son unique titre de gloire, une rare contribution à la science politique contemporaine. Le premier cas dans l'histoire d'un gouvernement par télécommande (remote control), dans la double acception du terme, un gouvernement téléguidé par ses commanditaires saoudiens, dont il répercute les consignes par télécommande, depuis son lieu d'exil, à ses collaborateurs délocalisés au Liban.

Premier ministre du Liban du 27 juin 2009 au 12 janvier 2011, en 548 jours de pouvoir l'homme aura passé 200 jours hors du pays, la moitié de sa mandature gouvernementale, de surcroît jamais un mois plein au Liban. Chargé de l'expédition des affaires courantes dans la foulée de sa démission forcée, en janvier 2011, il vaquera à ses propres affaires, désertant et le sérail et sa capitale, dont il est l'élu, faisant le siège du royaume saoudien pour assainir ses propres affaires sinistrées par ses propos inconsidérés à l'égard de ses bienfaiteurs saoudiens, révélés par WikiLeaks, ainsi que par sa gestion calamiteuse de son patrimoine qui le fera dégringoler au hit parade des fortunes mondiales.

En pleine tourmente de la révolte arabe du printemps 2011, l'homme insensible aux bouleversements de sa zone, demeurera trois ans en Arabie saoudite en quête d'un mirobolant contrat, à l'effet de le renflouer et de payer ses créanciers ses propres frères et sœurs, ayant opté pour la séparation des biens, face à un être aussi aléatoire.

Crime de lèse majesté s'il en est, Saudi Oger, la florissante firme héritée de son père, accusera trois ans de retard dans la livraison du projet phare du Royaume «La route du Roi Abdallah», la grande artère de la capitale saoudienne, du fait des sous-traitances multiples de ce projet, de même que le projet de l'Université Noura Bent Abdel Rahman (1).

L'ancien premier ministre cherchera à compenser sa faillite par une jonglerie financière, la vente anticipée de l'espace aérien surplombant les présumés grattes ciels que sa firme libanaise

Solidere se proposait de construire dans l'espace de Beyrouth, une transaction sulfureuse de l'ordre de douze milliards de dollars.

Ambitieux sans substrat intellectuel, celui qui passe pour le moins futé des héritiers Hariri a été choisi, au mépris des règles de la primogéniture, par le tandem Bandar Ben Sultan, à l'époque président du Conseil National de Sécurité, et son beau Frère Turki Ben Faysal, l'ancien chef des services de renseignements saoudiens, le gestionnaire d'Oussama Ben Laden durant la guerre d'Afghanistan, avec le soutien actif du vibrant Jeffrey Feltman, la cheville ouvrière américaine de la contre révolution au Moyen orient.

Son amateurisme en politique, comme dans la gestion d'affaires, lui vaudra, toutefois, fait unique dans les annales politiques du Royaume saoudien, une volée de bois vert de la part d'un des éditeurs les plus en vue du journal pan arabe saoudien «Al Hayat», Daoud Al Charyane, qui l'accusera de dilapider le prestige du Royaume et son capital par sa politique erratique et de mettre en péril le sunnisme libanais par l'exaspération des antagonismes communautaires.

L'éviction des cercles du pouvoir saoudien de son compagnon festif, le prince Abdel Aziz Ben Fahd, le propre fils de l'ancien roi saoudien et un des gros actionnaires de Saudi Oger accentuera les tourments de l'héritier présomptueux. Au point qu'un prédicateur du vendredi en Arabie se posera publiquement la question de savoir s'il était judicieux de confier les rênes d'un pays à un homme qui ne sait pas gérer correctement sa propre société.

La désignation du Prince Nayef Ben Abdel Aziz comme prince héritier du Royaume a accentué son désarroi pour avoir qualifié, au-delà des règles de la prudence politique, de «boucher» le propre fils du ministre saoudien de l'intérieur et son principal collaborateur dans la lutte anti Al-Qaïda en Arabie, le prince Mohamad Ben Nayef.

Ses déboires financiers ont entraîné le licenciement de près d'un millier d'employés y compris dans le fleuron de son groupe la chaîne TV «Future» et «Radio orient».

Grand vainqueur des élections législatives qui ont suivi le retrait syrien du Liban, en juin 2005, l'homme en guise de baptême de feu, désertera le champ de bataille durant la guerre destructrice d'Israël contre son pays, en juillet 2006. Il traînera alors comme un boulet le sobriquet de «planqué de Beyrouth» par allusion à son exil de six semaines hors du Liban durant les bombardements aériens israéliens, alors qu'en sa triple qualité de député, chef de la principale formation politique de Beyrouth et héritier du rénovateur de la capitale libanaise, sa présence sous les bombes aux côtés de ses électeurs et néanmoins compatriotes aurait eu valeur d'exemple, l'exemple du courage dans l'adversité. Son retour à bord d'un appareil de l'armée française a accrédité l'idée d'un homme revenu au pouvoir dans «les fourgons de l'étranger».

Pressenti pour le poste de premier ministre, en juin 2009, l'homme mettra six semaines pour former son gouvernement, qu'il laissera en pan aussitôt la confiance obtenue pour aller se reposer en Sardaigne, laissant le pays en proie à des incendies de forêts particulièrement ravageurs.

Saad Hariri empruntera le chemin de la fuite, pour la troisième fois, en novembre 2010, en plein débat gouvernemental sur le jugement des faux témoins de l'enquête sur l'assassinat de son père, entreprenant une longue tournée diplomatique de trois semaines au Koweït, à Abou Dhabi, Téhéran, Moscou et Paris, pour se donner une contenance internationale, à défaut de consistance, accréditant l'idée d'un fugitif.

La 4eme fuite interviendra, au printemps 2011, au moment de la publication de l'acte d'accusation du Tribunal Spécial sur le Liban pointant du doigt la responsabilité du Hezbollah dans l'assassinat de Rafic Hariri.

Le journal Libération, charitable, se dévouera pour justifier son absence du Liban par une mystérieuse tentative d'assassinat dont il aurait été la cible sur le chemin de l'aéroport de Beyrouth, alors que le fugitif n'avait plus mis les pieds dans son pays depuis plus de trois mois,

se plaçant à l'abri en France pour s'épargner les retombées politiques de sa connivence avec la justice internationale; une connivence marquée notamment par l'incarcération abusive de quatre officiers supérieurs libanais pendant quatre ans sur la base de faux témoignages présentés par des hommes aiguillonnés par le clan Hariri.

L'homme a justifié sa longue absence du Liban par les menaces physiques contre sa personne, comme s'il était le seul dirigeant libanais en danger dans un pays ouvert à tous les vents, en proie à une quasi guerre civile, comme si le chef du Hezbollah libanais Cheikh Hassan Nasrallah n'encourrait pas de plus grands risques alors qu'il fait l'objet d'une traque minutieuse depuis près de vingt ans par la quasi-totalité des services israéliens et américains secondé par les autres services occidentaux et arabes, sans jamais fuir son pays.

En dix ans, l'homme de la relève aura fui quatre fois, soit une fuite en moyenne tous les deux ans. N'est pas Invictus (l'Invincible) qui veut. Le credo quotidien de Nelson Mandela, scandé depuis sa captivité à Robben Island (Afrique du Sud), ne constitue manifestement pas sa déclamation quotidienne: «Aussi étroit soit le chemin, Bien qu'on m'accuse et qu'on me blâme, Je suis le maître de mon destin, Le capitaine de mon âme»

Signe de son attachement au Liban, sa famille réside à Riyad et les vacances familiales du couple ne se passent jamais au Liban, toujours dans les pays étrangers en France, en 2009, dans la foulée de sa nomination comme premier ministre, en Sardaigne, en 2010, dans la foulée de la passe d'armes avec le Hezbollah à propos des faux témoins du Tribunal Spécial sur le Liban. Son épouse, Lara Al Azm, fille de l'homme d'affaires syrien Bachir Al Azm, un des plus gros entrepreneurs de travaux publics d'Arabie Saoudite, n'a jamais fait d'apparition publique au Liban et ni participé à la moindre manifestation caritative ou culturelle dans le pays dont son mari est le chef du gouvernement.

Son discours d'investiture: un chef d'œuvre d'humour et d'érudition

Affligeant spectacle et consternant. Quiconque aura assisté au discours d'investiture du plus jeune premier ministre de l'histoire du Liban, Saad Hariri, avait l'impression d'assister à un cours de lecture pour adulte analphabète. Égrenant avec difficulté des phrases écrites en gros caractères, l'homme était manifestement à la peine, au point que, faussement charitable, le président de l'Assemblée nationale libanaise, Nabih Berri, lui proposera, non sans malice, l'aide d'un lecteur confirmé.

Pour un pays qui revendique un taux d'alphabétisme parmi les plus élevés du Monde arabe, qui joua un rôle d'avant garde dans la renaissance culturelle arabe, une ville dont il est le député, qui abrite quatre universités dont certaines de réputation internationale, la performance de l'héritier laissera sans voix bon nombre de ses administrés.

Désigné en juin 2009 comme premier ministre, il battra un record de durée pour la formation de son gouvernement, n'hésitant pas à prendre l'avion à tout propos et hors de propos pour des consultations avec ses tuteurs saoudiens, accréditant l'idée d'un homme sous influence. Saad Hariri (2), 12^{me} fortune arabe, 158^{me} au niveau mondial, a été désigné chef du clan Hariri et héritier politique de l'ancien premier ministre, en contradiction avec la loi de primogéniture, sur injonction de la famille royale saoudienne.

Sa holding «Saraya», qui signifie «Le Sérail» par référence au siège du gouvernement libanais, opérait dans l'industrie, les travaux publics, le bâtiment et les médias, avec des investissements touristiques à Akaba, (Jordanie), au Yémen, au sultanat d'Oman et en Algérie, dans la région de Mostaganem.

Natif de Riyad, en 1970, le fils cadet de l'ancien premier ministre est, à l'instar de toute sa famille, porteur de la nationalité saoudienne. Ce binational libano saoudien plus saoudien que libanais considère sa mandature gouvernementale comme un ancrage saoudien dans le jeu politique libanais, la délocalisation du wahhabisme monolithique vers le Liban pluraliste.

Se présentant comme l'alternative à l'extrémisme sunnite croissant au Moyen orient,

particulièrement dans les camps palestiniens du Liban autour de Tripoli (Nord Liban) et autour de Saïda (Sud Liban), l'homme a élu domicile, symboliquement au centre de Beyrouth, dans une résidence présomptueusement dénommée «Bayt al Wassat», la maison du juste milieu, située au pied du Sérail, l'impressionnant siège du gouvernement restauré par son père, une résidence usurpée à l'ancien Roi des tissus anglais de Beyrouth, Mohamad Kheir Beyk Ayass, fondateur du marché du même nom «Souk Ayass» (3).

Mais son amateurisme dans la gestion du groupe intégriste «Fatah al Islam» dans le camp palestinien de Nahr el Bared, au Nord Liban, a failli le carboniser avec l'ensemble de la configuration dont il était l'émanation.

Dans le projet multidimensionnel mis en œuvre par l'Arabie saoudite et les États Unis, le groupe intégriste sunnite devait servir de contre pouvoir à l'effet de contrebalancer idéologiquement et militairement la milice chiite du Hezbollah et conduire à l'implantation des Palestiniens au Liban en vue de renforcer démographiquement les sunnites, la troisième plus grande communauté libanaise après les chrétiens 42% (toutes communautés confondues), les chiites 30% et les sunnites qui représentent pour l'instant 28% de la population libanaise.

À diverses reprises, Hariri s'en est servi, plus ou moins directement, comme d'un levier, soit pour s'imposer comme alternative à l'extrémisme, soit pour montrer ses muscles face au Hezbollah. Mais à chaque fois, le bilan a été lourd et le jeu a failli mettre le feu au Liban.

Dans sa volonté de s'imposer comme leader sunnite, de garantir son maintien au pouvoir exécutif et de sécuriser la pérennité de ses marchés publics, parachevant en cela l'œuvre de son père, il a procédé à la mise à l'écart politique des chefs sunnites de Beyrouth et de Tripoli, avant de s'attaquer, en 2009, au symbole du nationalisme arabe, la famille Saad à Saïda, Sud Liban.

Dans une démarche à relent démagogique, il se rapprochera des groupes extrémistes du Akkar (Nord du Liban) et du Hermel (centre du Liban), enjoignant aux échelons locaux de son parti, le Courant du Futur (Al Moustaqbal), d'adopter leurs discours, tout en gardant un discours laïc et ouvert, au niveau national, à l'intention des médias étrangers, provoquant une crispation communautariste de la base sunnite et une radicalisation dans les rangs de son parti.

Le Mufti du Mont Liban, Cheikh Mohamad el Jouzo, personnifie le mieux cette dérive communautariste au sein de l'entourage de Saad Hariri. Le dignitaire sunnite a ainsi menacé de retourner à la guerre civile si les chrétiens continuaient de réclamer le renforcement des prérogatives du Président de la république, qualifiant les maronites, notamment les habitants du Kesrouan (fief maronite du Mont Liban) d'«esprit tordu, constituant le pire danger pour le Liban». Personnalité controversée s'il en est, le Mufti a prononcé son discours le 6 septembre 2009, dans la foulée de la formation du gouvernement présidé par Saad Hariri, sans être désavoué pour des propos qui présentent pourtant une menace réelle pour la paix civile.

Alors que les États-Unis menaient depuis 2001 «une guerre contre le terrorisme», leur allié local, le fer de lance de leur hétéroclite coalition libanaise, instrumentalisait en toute impunité un groupe intégriste sunnite dans le Nord du Liban dans une opération à relent démagogique à visées électoralistes. Sur injonction occidentale, il devra lui couper les vivres, entraînant un déchaînement de violence. L'armée libanaise mettra trois mois avec le soutien logistique de la Syrie pour neutraliser le camp de Nahr el Bared, base opérationnelle de Fatah al Islam.

Le verbe lent, à l'embonpoint précoce pour une juvénile carrière, sans charisme, son dilettantisme désolera ses plus ardents parrains internationaux, affligés par sa couardise et son inexpérience.

Baha'a Hariri ou le complexe du lobby juif américain

L'aîné de la fratrie, Baha'a, gestionnaire d'affaires entre Riyad et Amman, s'est distingué, c'est là son unique titre de gloire, par la création d'un «Centre Rafic Hariri pour les études stratégiques du Monde arabe», non à Beyrouth dont le nom est associé à celui de son père, mais à Washington qui pullulent d'instituts de ce genre, -qui plus est rattaché à «The Atlantic

Council»-, un des segments de l'AIPACC, l'influent lobby juif américain. Signe d'ouverture d'esprit? Volonté de favoriser ses investissements aux États Unis? Indice d'une grave faiblesse caractérielle? ou Complexe d'infériorité à l'égard du lobby juif américain? Baha'a en a confié la direction à Michelle Dion, une des activistes les plus fébriles de la cause de l'état hébreu aux États-Unis. Baha'a a mis en route ce projet le 21 septembre 2011, en plein printemps arabe, avec pour objectif déclaré de «favoriser la promotion de la démocratie dans les pays arabes», une profession de foi qui a retenti, au vu de l'affiliation du Centre à «Atlantic Council» et de la composition de sa direction comme un acte de soumission au magistère israélien de la pensée politique arabe contemporaine. Pour aller plus loin sur ce point,

Cf. à ce propos: <http://mobile.agoravox.fr/actualites/politique/article/atlantic-council-l-officine-de-159346><http://www.atlanticcouncil.org/programs/rafik-hariri-center-for-the-middle-east>

Fouad Siniora, le gouvernement de l'ombre.

Les piètres performances de l'héritier feront, bien qu'il s'en défende, le délice de Fouad Siniora, dont il en tirera habilement profit pour valoriser ses propres compétences. En quatre ans de responsabilités gouvernementales, le terne directeur financier du groupe éponyme avait pris goût au pouvoir, et, à l'ombre des coulisses, il préfère désormais les projecteurs de l'actualité.

Mais le profil bas qu'il affectionne face aux fauves de la vie politique libanaise n'est qu'apparence. Pétrus et cigare de la Havane relèvent désormais de son lot quotidien, qu'il consommait, régulièrement, au bien nommé Bar «Le Cigare» du luxueux hôtel «Metropolitan» de Sin El Fil, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, en compagnie de Detliv Mehlis, le premier enquêteur du Tribunal, homme des ténèbres s'il en est, et maître d'œuvre des faux témoins que les deux hommes sont suspectés d'avoir manigancé pour les besoins de leur procès.

L'ancien gestionnaire des comptes de Rafic Hariri est en effet détenteur des lourds secrets sur les circuits de lubrification des rapports politiques du milliardaire. La maîtrise de ce dossier, particulièrement de la liste des émargements, lui a conféré une valeur dissuasive. Il en est conscient. Ses obligés sans doute aussi.

Redoutable sur le plan local, cette force de frappe ne lui saura cependant d'aucune utilité sur le plan international, notamment pour forcer la sympathie de Jacques Chirac, imperturbable en ce domaine, qui le traitement constamment en ce qu'il aura toujours été à se yeux, un simple employé de Rafic Hariri.

L'excès d'obséquiosité qu'il affecte tant relève de la comédie du pouvoir. Au choc frontal, il préfère la dissimulation, la manœuvre oblique, un véritable mode de fonctionnement pour cet homme sans relief, au physique ingrat. Il en a été ainsi de la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU et de la ratification de la convention dessaisissant le pouvoir libanais de ses prérogatives pour la conduite de l'enquête pénale et la mise sur pied du tribunal spécial sur le Liban et le procès Hariri. Sournois, l'homme avalisera la création du tribunal spécial sur le Liban, sans l'accord du Parlement libanais, ni lavant du Président de la république, dépositaire des prérogatives constitutionnelles en la matière, par une stratégie oblique de contournement, de même que son financement.

Sous perfusion permanente occidentale à l'instar du palestinien Mahmoud Abbas et de l'Afghan Hamid Kharzaï, l'homme qui module ses discours d'une tonalité nationaliste arabe est en fait un des plus zélés préposés de l'ordre américano saoudien au Liban, et, sur le plan économique, un ferme partisan de la «stratégie du choc» pour la promotion du «capitalisme du désastre» pour le plus grand bénéfice d'un ultralibéralisme débridé, dont le projet immobilier SOLIDERE n'en est que l'illustration la plus outrageusement insolente (4).

A Saïda, dans cette ville sunnite gangrenée par l'intégrisme islamique que le courant wahhabite a nourri notamment à sa périphérie dans les camps de réfugiés palestiniens d'Ain el Héloué et Miyeh Miyeh, pour neutraliser le verrou du ravitaillement stratégique du Hezbollah depuis Beyrouth vers le sud Liban, l'homme s'est emparé coup sur coup de la députation et de la présidence du Conseil municipal, se vivant d'ores et déjà comme un grand vizir passé à la

postérité, l'homme chargé de la gestion du volet égyptien de l'alliance sunnite, le substitut à une éventuelle défection saoudienne. Disposant d'un vivier de fonctionnaires d'autorité qu'il s'est appliqué à placer, en quatorze ans de pouvoir, aux postes névralgiques de l'économie, des finances et la banque, il contrôle la commission bancaire de blanchiment, via son homme de confiance Abdel Hafiz Mansour, la société financière Sokoline via son associé Mayssar Soucar. Il a réussi à mettre la main sur la compagnie de fret aérien TMA, via son homme de paille, Mazen Bsar, véritable négrier du transport aérien, la zone franche de l'aéroport via Mohamad Zaydan, et les communications via Abdel Moneim Youssef, son homme au sein d'OGERO, la société au comportement suspect, gangrenée par les taupes israéliennes.

Intransigeant sur le plan communautaire, il considère que l'insertion des Palestiniens du Liban relève de la responsabilité sunnite dans la mesure où la naturalisation de cette population de trois cent mille personnes, à majorité sunnite, modifierait l'équilibre démographique en faveur de sa propre communauté à l'effet de la mettre en position de postuler à la magistrature suprême. Nouvel incubateur du chef milicien Samir Geagea, dont il a été l'artisan de sa résurrection politique, dans la foulée de l'assassinat de Rafic Hariri, Fouad Siniora constitue à lui seul un «shadow cabinet», un gouvernement de l'ombre, gardien non de l'orthodoxie haririenne, mais de sa fidélité à la ligne la plus intransigeante du néo conservatisme américain de l'administration républicaine de George Bush jr.

Sur le plan arabe, par inclination personnelle, il a pris en charge les rapports avec l'Égypte du temps de Mohamad Morsi, le contre-poids de la Syrie au Liban, le substitut à une éventuelle défection saoudienne. Mais à l'instar de bon nombre de dirigeants politiques libanais, tel Walid Joumblatt, chef druze du parti socialiste progressiste libanais, Fouad Siniora fera le pari de chute de Bachar Al Assad en Syrie, et, dans la foulée de la destitution du président néo-islamiste égyptien, le pari discret du triomphe des djihadistes takfiristes en Syrie, révélant sa focalisation extrême sur le sunnisme, malgré la dangerosité du projet califal, malgré les graves conséquences qu'une telle hypothèse pourrait susciter dans un pays dont il brigue les responsabilités.

Quoiqu'il en soit, par touches successives, l'homme de l'ombre s'est positionné pour être -non l'élément incontournable de l'échiquier libanais, un privilège réservé à son rival le Hezbollah- mais la pierre d'achoppement à tout arrangement qui le relèguerait au second rôle. Ce faisant, il s'est doté de moyens le prémunissant du rôle de «bouc émissaire» auquel pourrait le destiner son mentor et leur parrain wahhabite commun. Mais cet ancien comptable des émirats de son patron, érigé à la dignité de grand argentier de la classe politique libanaise du fait de sa corruption, maintient, contre vents et marées, son rôle d'obstruction à tout règlement négocié de la crise libanaise, comme en témoigne son rôle dans le magma tripolitein, sa meilleure police d'assurance tous risques contre son évacuation forcée.

<http://www.al-akhbar.com/node/225774>

Nazek Hariri, la gardienne de la légitimité chiraquienne.

Dans sa garde rapprochée, Saad Hariri a choisi ses cousins Nader et Ahmad, le premier à la tête de son cabinet, le second à la tête de son parti, écartant ses demi frères issus du 2^e mariage de son père, les enfants de Nazek. Mais la veuve n'a pas vocation à jouer les reines mères. Elle se veut et se vit la gardienne du temple de la mémoire.

La légitimité chiraquienne lui revient de droit en sa qualité d'hébergeur de fait, via son fils Aymane, de l'ancien président de la République française, quand bien même le totem néo-gaulliste, en phase crépusculaire, a perdu de son éclat et de son aura.

Et, de par la longue proximité de sa fille, Hind, avec le trône hachémite, elle a disposé d'un important levier d'influence en Jordanie, siège de la plus importante banque arabe, l'Arab Bank, dont la famille Hariri détient partiellement la propriété. La Banque y gère d'importants projets immobiliers pour le compte du clan, notamment le quartier huppé d'Abdali dans la zone résidentielle d'Amman.

Les frasques amoureuses de roi avec la fille de l'ancien premier ministre libanais ont toutefois failli mettre en péril le ménage royal, l'amputant de son principal atout, sa meilleure image de marque, son épouse, la Reine Rania Al-Yassine de Palestine. Entre Hind et Rania, la comparaison, il est vrai, jouait en défaveur de la libanaise, non pas tant au niveau de l'esthétique, qu'au niveau du projet politique dont est porteur la Reine jordanienne de souche palestinienne, en sa qualité de futur reine mère du premier roi hachémite d'origine palestinienne. Né en 1994, le prince héritier Hussein II constitue la belle revanche des Palestiniens cinquante ans après les massacres du septembre noir jordanien, à l'effet de compenser toutes leurs souffrances, dans un juste retour de choses, le retour de la Transjordanie à la Palestine dont elle fut détachée, en 1948, sur ordre de la puissance mandataire britannique.

La photo de famille popularisée à la suite du mariage ancillaire de Hind avec un membre de sa garde rapprochée Anas Karout au terme d'une romance de la veine de Lady Chatterley ne doit pas faire illusion. La rivalité feutrée entre l'héritier politique et la gardienne du temple se révèle subrepticement au détour des gestes symboliques de Nazek sur la scène libanaise notamment sa discrète satisfaction de l'habileté manœuvrière du Hezbollah, à contre courant des positions de son beau fils sur le mouvement chiite vainqueur d'Israël.

La veuve sera ainsi créditée de la protection aérienne accordée par la France au Hezbollah lors de la première apparition publique d'Hassan Nasrallah pour la célébration de la «victoire divine» contre Israël, en novembre en 2006. Voulant faire amende honorable à la suite de son alignement inconditionnel sur Israël et les États-Unis, durant la guerre destructrice israélienne du Liban de juillet 2006, redoutant un raid aérien israélien contre le chef chiite, dont les chancelleries occidentales craignaient qu'il n'entraîne, par contrecoup, l'éradication politique et physique de la famille Hariri du Liban, Jacques Chirac avait alors dépêché une escadrille aérienne pour assurer la protection de l'espace libanais durant le déroulement des festivités de la victoire.

Forte de ses prérogatives, elle snobera obstinément Fouad Siniora, veillant avec un soin particulier à ce qu'il ne se substitue au leadership de son mari, et que son épouse Hoda, ne lui fasse ombrage. Revendiquant pleinement le legs politique de son mari assassiné, elle paraît avoir intégré dans son raisonnement, l'importance stratégique que revêt Saïda pour le Hezbollah et la Syrie pour le Liban.

Par touches successives, Nazek Audi Hariri a accredité ainsi un profil de «sage» dans le paysage politique libanais, à l'opposé de la turbulente posture de son beau fils, et suggère ainsi qu'en dépit des fastes du pouvoir, elle n'a pas complètement gommé de sa mémoire les souvenirs ténus de ses lointaines racines palestiniennes.

Tirailé entre sa belle mère, Nazek, sa tante maternelle Bahia Hariri, qui pousse ses pions à Saida pour y ancrer son fils, Ahmad, le cousin germain de Saad, et Fouad Siniora, le gardien des secrets des financements occultes de Rafic Hariri, Saad Hariri a fait la démonstration de sa fragilité nerveuse lors d'un conseil des ministres consacrés à l'examen du cas des faux témoins du procès de son père, à la mi novembre 2010. Sans le moindre égard pour les lieux, le palais de la présidence de la République, en pleine conseil des ministres, il n'hésitera pas à menacer de «régler son compte» à un ministre qui lui suggérerait de résister aux pressions israéliennes. La cible de Saad Hariri n'était autre que Charbel Nahas, un polytechnicien de renom, un homme de grande intégrité, qui faisait valoir, en sa qualité de ministre des télécommunications, l'importance du noyautage israélien du réseau libanais. «Cela va te coûter très cher», lui a rétorqué le chef du gouvernement à l'évocation de ce sujet.

À l'Automne 2010, Saad Hariri, au terme de son voyage à Canossa, faisait face à un terrible dilemme. Le tribunal ou le gouvernement. Autrement dit, son attachement à la juridiction ad hoc que son écurie politique a instrumentalisée pour perpétuer sa mainmise politique sur le Liban ou son maintien à la tête du gouvernement au sein d'une coalition nationale. Saad Hariri a admis, tour à tour, la mise en cause abusive de la Syrie par les enquêteurs internationaux sur la base de faux témoignages, de même que l'existence de faux témoins, sans toutefois en tirer les ultimes conséquences de son aveu: le jugement des faux témoins. Sa rémission, pour être complète, suppose qu'il boive la coupe jusqu'à la lie, à l'effet de lui ouvrir définitivement d'autres chemins arabes que Riyad, Le Caire notamment, et de lui assurer une quiétude, gage de sa

pérennité politique. Une nouvelle fois, face au dilemme, Saad Hariri a choisi, au printemps 2011, la fuite laissant à la manœuvre son âme damnée l'américain Jeremy Feltman et son mentor Fouad Siniora, pour gérer par substitution la délicate épreuve de force qui se joue depuis le Liban à l'échelle régionale.

Najib Mikati: Du gigantisme et non de la grandeur (6).

La démission forcée de Saad Hariri le jour même de sa réception à la Maison Blanche par Barack Obama, le 15 janvier 2011, en plein printemps arabe, a fait vivre à l'héritier un cauchemar absolu en la personne de Najib Mikati, désigné pour lui succéder, dont il vit la montée en puissance comme un «supplice de tantale». Diplômé de l'Université américaine de Beyrouth, de l'INSEAD français et de Harvard, Najib Mikati détient avec son frère aîné, Taha, le holding M1, présent dans les télécoms (l'opérateur sud-africain MTN), le transport aérien, l'industrie pétrolière, l'industrie agroalimentaire, la banque, l'immobilier ou encore la mode (Façonnable).

L'homme s'est forgé à la sueur de son front et sa fortune excède celle désormais dilapidée de l'héritier. Confondant gigantisme et grandeur, cet homme grand de taille s'est révélé à l'exercice du pouvoir nullement un grand homme. Milliardaire sunnite, détenteur de diplômes universitaires, Najib Mikati se voulait un homme de consensus, mais, à l'instar des dirigeants sunnites post guerre Irak (2003), il sera happé par la spirale confessionnelle et se dépréciera au fur à mesure qu'il cédait à la démagogie ambiante. A son entrée en fonction, il constituait un portrait en creux de Saad Hariri, dont il faisait figure de principal concurrent pour le leadership sunnite au Liban. Son éventuel succès dans la gestion gouvernementale, à une période charnière du Moyen Orient, aurait pu frapper Hariri de relégation, un déclassement justifié par son incompétence manifeste et sa trop grande absence de la scène libanaise en pleine révolution arabe.

Chadi Al Mawlawi et Milad Kfour, les boulets de Najib Mikati.

Mais l'Arabie Saoudite, le parrain des sunnites au Liban, a sauvé la mise à l'héritier présomptif en sifflant, prématurément, la fin de la partie pour Mikati le renvoyant à ses affaires; signe d'une indiscutable indépendance des dirigeants sunnites libanais à l'égard de leur tuteur absolu. Cette évacuation du Sérail n'était nullement l'effet du hasard: Depuis la projection de la guerre de Syrie sur le théâtre libanais, Najib Mikati en concurrence dans sa ville natale avec un ténébreux personnage, le général Achraf Rifi, ancien patron des forces de sécurité intérieure (FSI) et actuel ministre de la justice, a cédé à la démagogie communautariste, fermant les yeux sur les agissements d'un de ses hommes de main, un de ces fameux «chabbiha» décrié par le groupe atlantiste en Syrie, mais dont le président Bachar Al Assad n'en détient pas le monopole.

Chadi Al Mawlawi, dit Abou Adam, recruteur des Kamikazes djihadistes libanais pour le compte de Jabhat An Nosra.

Homme de grande taille mais nullement un grand homme, le faux rival potentiel de Saad Hariri traîne depuis lors comme un boulet les séquelles de ses mauvaises fréquentations. Le premier et le plus grave, Chadi Al-Mawlawi, un «fier à bras» ancien protégé de l'ancien premier ministre, qui a fait le coup de feu aux côtés des djihadistes takfiristes contre l'armée libanaise à Tripoli, son propre fief. Capturé, jugé et condamné, il a été libéré de prison, en Mai 2012, sur ordre de Najib Mikati. Opérant à nouveau pour le compte d'Al Qaida à Tripoli, il a été soustrait à la justice de son pays par son exfiltration vers le camp palestinien de Ein el Héroué, banlieue de Saïda (Sud-Liban), en octobre 2014, où il assume désormais le rôle de recruteur des kamikazes libanais et de coordonnateur des opérations suicides au Liban pour le compte de Jabhat An Nosra, depuis le commandement régional du groupement djihadiste situé dans les zones grises de la frontière syro libanaise (le périmètre du Mont Qalmoun Brital-Ersal).

<http://www.al-akhbar.com/node/223960>

La deuxième mauvaise fréquentation aura été Milad Kfour, homme de main de Najib Mikati, un agent triple syro-libano-atlantiste, à l'origine de l'arrestation de l'ancien ministre pro-syrien Michel Samaha et exfiltré hors du Liban une fois son forfait accompli avec un substantiel pactole

de 5 millions de dollars.

Tout pourtant désigné Najib Mikati, -sa formation, son parcours-, à être la relève novatrice d'un leadership sunnite nécrosé par sa transfusion permanente wahhabite. Tout, sauf que l'homme a raté son destin politique, faute d'envergure. Faute d'audace politique à se dresser contre les dérives confessionnelles de sa communauté. En privilégiant le primat sunnite, -en tout temps, en tout lieu-, au mépris de l'intérêt national, pour en faire la boussole exclusive de leur navigation dans les eaux tumultueuses et aléatoires du Moyen orient, Najib Mikati, à Tripoli au Nord Liban, avec l'épisode de Chadi al Mawlawi, Fouad Siniora, à Saida au Sud Liban, avec l'épisode du prédicateur salafiste Ahmad al Assir, la dague sécuritaire des pétromarchies sur le flanc du Hezbollah, ont apporté la preuve de leur nanisme politique. Il en est de même de Saad Hariri, dans les deux cas, au nord avec l'épisode Fateh al Islam de Chaker Absi, lui aussi exfiltré vers l'Arabie saoudite et la ténébreuse affaire d'Ahmad al Assir, lui aussi, mystérieusement soustrait à la justice en dépit du lourd tribut de sang payé par l'armée libanaise pour mettre au pas cette marionnette du Qatar.

L'amnésie à propos de Georges Ibrahim Abdallah

Alors que Hassan Nasrallah réussissait l'exploit de libérer des prisons israéliennes plusieurs dizaines de combattants pro-palestiniens libanais et arabes, -notamment le doyen des prisonniers politiques arabes en Israël, le druze libanais Samir Kintar, sans le moindre chiite dans le lot-, aucun des dirigeants sunnites libanais qui se sont succédé à Paris ou à Washington n'a osé soulever auprès de ses hôtes occidentaux le cas de leur compatriote Georges Ibrahim Abdallah. Arbitrairement maintenu en prison au terme de sa détention, le militant libanais chrétien pro palestinien a été promu depuis à la dignité de doyen des prisonniers politiques dans le Monde, avec l'Américain Mounia Abou Jamal.

Ni Rafic Hariri, au faite de sa puissance lors de la mandature présidentielle de Jacques Chirac, ni son fils et successeur Saad Hariri, pas plus Fouad Siniora que Najib Mikati que leur ultime successeur Taman Salam, ni non plus le président chrétien Michel Souleimane, n'ont osé -ou songé- évoquer ce sujet avec leurs interlocuteurs. Signe indiscutable de leur complaisance avec les puissances occidentales, preuve manifeste de l'ingratitude des puissances occidentales à l'égard de leurs supplétifs libanais particulièrement les dirigeants sunnites libanais.

De cette recension sont exemptés, le président Émile Lahoud et l'ancien premier ministre sunnite, originaire du Nord Liban Omar Karamé, en raison de ses mauvaises relations avec les occidentaux qui mettront le chrétien à l'index pour avoir prolongé son mandat présidentiel de trois ans. Bien trois ans et non trente comme le clan Bongo (Gabon), ou le clan Kabila (Congo Kinshasa) ou encore Moubarak (Égypte), Ben Ali (Tunisie) et Saleh (Yémen). Saad Hariri, Fouad Siniora et Najib Mikati sont trois milliardaires qui ont gouverné le Liban, un pays de grande misère, sans le moindre projet économique d'envergure, sans le moindre projet politique autre que la satisfaction d'une vanité personnelle de notoriété.

Compagnon festif du fils du roi Fahd d'Arabie, rien ne prédestinait Saad à la direction d'un pays aussi singulier que le Liban, la poudrière par excellence du Moyen orient. Pas plus ses balises que ses protecteurs, que sa fortune, n'auront été d'un grand secours à l'héritier Hariri aux heures décisives, propulsé à l'épicentre du pouvoir d'un pays névralgique sans la moindre préparation. Dirigeant off shore, cas unique dans l'histoire, Saad Hariri n'a jamais songé à renoncer à ses indemnités en compensation de sa longue abstention parlementaire; un homme complètement largué, de par son sens civique, ses options politiques et son expertise gouvernementale. Alors que le conflit syrien dégénérait en un conflit confessionnel attisé par les partisans de Saad Hariri au Liban, l'héritier se fracturait le tibia à la suite d'un accident de ski dans les Alpes françaises.

Pis au terme de dix mois d'absence, alors que la contestation atteignait son comble en Syrie, Saad Hariri a voulu épater ses sympathisants innovant en novembre 2011 un dialogue quotidien avec eux, via twitter, une innovation qui permet le maintien du contact pour combattre l'oubli, mais apporte la démonstration de sa coupure avec sa base, de sa coupure avec les réalités du terrain du combat politique, se révélant au rang d'aléa, le degré ectoplasmique de la politique.

Son plus redoutable adversaire sur la scène libanaise, le chef du Hezbollah chiite libanais, Sayyed Hassan Nasrallah, l'homme sans doute le plus recherché du Moyen Orient, traqué par Israël et la quasi-totalité des services de renseignements occidentaux et arabes, rompra la clandestinité dans laquelle il est plongé depuis son succès militaire contre Israël, en 2006, pour se livrer à un gigantesque bain de foule le 6 décembre 2011, à l'occasion de la célébration de la fête chiite d'Al Achoura, commémorant l'assassinat de Hassan et Hussein, les deux petits fils du prophète. Un acte de bravade et de bravoure, un acte de défi qui n'a pas suscité d'émulation de la part de son rival sunnite.

Saad Hariri aura été un héritier présomptueux, dilapidant en dix ans sa fortune, de même que le crédit politique de son père.

La biologie comme mode d'accession au pouvoir, le Liban, ses combats, son Histoire, tout comme l'Islam sunnite, méritent mieux que cela. Les lois de l'hérédité permettent une accélération de carrière. Elles n'ont pas vocation à doter son bénéficiaire d'une compétence innée, ni de le prémunir forcément de toute médiocrité.

René Naba

POUR ALLER PLUS LOIN

- <http://www.renenaba.com/hassan-nasrallah-lindomptable/>
- <http://www.renenaba.com/interview-de-rene-naba-par-le-rassemblement-pour-le-liban/>

Le Tribunal Spécial sur le Liban

- 1ère partie : <http://www.renenaba.com/liban-tsl-un-proces-politique-sous-habillage-juridique/>
- 2me partie : <http://www.renenaba.com/libantsl-un-proces-politique-sous-habillage-juridique-2/>
- <http://www.madaniya.info/2014/10/20/tsl-le-rubiks-cube-bigarre-de-la-justice-penale-internationale/>
- <http://www.madaniya.info/2014/09/01/impact-proces-contumace-justice-transitionnelle/>

RÉFÉRENCES

1- «La caverne de Saudi Oger» de Ziad Zaatari -Journal libanais Al Akhbar 23 juillet 2011

2- La Famille Hariri: De son premier mariage avec une reine de beauté irakienne Nidal Boustani, Rafic Hariri a eu trois enfants: Bahaeddine, Saadeddine et Houssameddine. Baha Hariri, l'aîné de la famille, réside habituellement entre Riyad et Amman, siège de l'Arab Bank dont la famille Hariri est actionnaire. Sa fortune est estimée à 2,3 milliards de dollars. Houssame a été tué dans un accident de voiture aux États-Unis, à l'âge de 18 ans.

De son mariage en deuxième noce avec Nazek Audeh, Rafic Hariri a eu trois enfants: Ayman, Fahd et Hind. Ayman Hariri (22me fortune arabe, 258me au niveau mondial avec un patrimoine évalué à 2.4 milliard de dollar), est l'hébergeur de Jacques Chirac, ancien Président de la République française, quai Voltaire à Paris. Marié et père d'un enfant, citoyen saoudien, il est diplômé en arts et science de Georgetown University, aux États-Unis.

Hind Hariri (562me fortune au niveau mondial) est la plus jeune milliardaire sur la liste établie par Forbes avec une fortune évaluée à 1,4 milliard de dollars. Elle a défrayé la chronique mondaine par une relation tumultueuse avec le Roi de Abdallah de Jordanie avant de se marier avec son ancien garde du corps Anas Karout au printemps 2009 à Paris.

Fahd réside à Paris où il dispose d'une galerie d'art.

Nazek, de son premier mariage avec Moussa Cheikh, un palestinien, a eu deux enfants Ouddéye et Joummana, épouse Nizar Dalloul. Nizar Dalloul, né le 24 avril 1961 à Beyrouth, est le fils de l'ancien ministre de la défense, Mohsen Dalloul. Sa sœur a épousé le fils de Abdel Halim Khaddam, ancien vice président et transfuge haririen en exil à Paris. Titulaire d'un PHD de

l'Université de Boston 1986, ingénieur électronique et dans le domaine des microsystèmes, il est fondateur en 1990 de ITT (International technology and integrate) Washington DC. Au Liban, fondateur de Liban Cell, un des fournisseurs de téléphonie mobile.

Depuis 2005, résidant à Paris, il dirige OMNIUM group, firme internationale de téléphonie mobile, qui dessert l'Afrique (Gambie, Côte d'Ivoire, Sierra Leone), le Moyen orient (Irak, Liban) ainsi que le continent américain.

3- Inscrite sous le registre foncier N° 105 du secteur de Mina al Hosn à Beyrouth, la bâtisse a été édifée au début du XIX me siècle par Mohamad Kheir Beyk Iyass, grand exportateur de tissus anglais à destination de la haute bourgeoisie libanaise.

L'immeuble a été habité par sa descendance, sans discontinuer, jusqu'en 1987, avant d'être pillée à la faveur de la guerre civile inter libanaise. Laisse à l'abandon du fait des hostilités, l'immeuble a été inclus dans le périmètre de réhabilitation du plan SOLIDERE, la société foncière de la famille Harri et récupéré par Saad pour sa résidence officielle, sans dédommagement des ayants droits, les familles Anis Zaccaria Nsouli et Youssef Ahmad Daouk.

4- «La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre» par Naomi Klein Lèmeac -Actes Sud, particulièrement pages 556 et 557 à propos du rôle de Fouad Siniora dans la conférence de reconstruction de Paris II (25 janvier 2007) suivant la guerre de juillet 2006.

5- Fouad Siniora, «L'Etat de l'ombre» journal Al Akbar Samedi 21 août 2010 par Samer Ghandour.

6- Najib Mikati: Entré en politique en 1998 en tant que ministre des Transports et des Travaux publics, Najib Mikati a été brièvement premier ministre, en 2005, pendant la période de transition qui a suivi le retrait des troupes syriennes du Liban. L'homme n'a jamais caché ses ambitions politiques nationales auxquelles la ville de Tripoli sert de tremplin. Sa fondation y emploie des centaines de personnes. Son groupe familial pèse près de cinq milliards de dollars.

Des Libanais impliqués dans le scandale swissleaks (HSBC):

2.998 clients enregistrés auprès de HSBC, dont 46% possèdent un passeport libanais ou détiennent la nationalité libanaise, peut-on lire sur le site du Consortium des journalistes d'investigation (ICIJ).

En terme d'avoirs totaux par pays, le Liban est en 12e position avec un total d'avoir de 4,82 milliards de dollars, selon Le Monde. En tête de ce classement, l'on trouve la Suisse, le Royaume Uni et le Venezuela.

Parmi les personnalités libanaises figurant dans les fichiers on trouve notamment :

- L'ancien ministre Élias el-Murr qui dirige la « Fondation d'Interpol pour un monde plus sûr ».

Sur le site du Consortium des journalistes d'investigation (ICIJ), il est indiqué que M. Murr disposait, en 2004, d'un compte à la HSBC via une compagnie appelée Callorford Investments Limited. En 2006-2007, 42 millions de dollars étaient sur ce compte, note l'ICIJ. Sur le site, il est indiqué qu'un porte-parole du M. Murr a souligné que les avoirs de la famille Murr étaient connus, et que cette famille dispose d'un compte en Suisse depuis bien avant la naissance d'Élias el-Murr. Le porte-parole souligne aussi que le compte n'a jamais été lié au rôle politique de M. Murr. « Il n'est pas illégal ou suspicieux qu'un ressortissant libanais ouvre un compte où qu'il le souhaite ».

Le quotidien suisse Le Temps évoque, sans le nommer, « un ministre libanais » qui « devait se sentir comme chez lui à la HSBC Private Bank. Il faut dire qu'en plus d'occuper des fonctions stratégiques au sein du gouvernement, il est aussi entrepreneur à succès. La somme de ses comptes genevois avoisinerait les 42 millions de dollars ». Le quotidien suisse poursuit : « Le

compte en question n'était pas lié à ses fonctions politiques. Son groupe familial est actif dans la construction, l'immobilier, l'ingénierie et l'aviation. Au Liban, affaires et politiques sont intimement liées. »

- Mohammad Safadi, député de Tripoli et ancien ministre des Finances. Selon le Monde, M. Safadi dispose d'un compte doté de 75 millions de dollars.
- Edmond Safra, le célèbre banquier israélite libanais naturalisé brésilien et décédé en 1999 à Monaco.

Sur le site du ICIJ, il est précisé que M. Safra était lié à sept comptes à la HSBC, pour un total de 5,3 millions de dollars. Le nom de son épouse Lily était également rattaché à plusieurs comptes. Un porte-parole de Mme Safra a indiqué que « les comptes de Mme Safra ou de la fondation Edmond J. Safra ont été ouverts pour des motifs normaux et légaux visant à la gestion des affaires commerciales et de la famille ».

- Le politicien et industriel Georges Frem

Fondateur du groupe industriel Indevco. Cet ancien ministre (dans trois gouvernements) et ancien député du Kesrouan est décédé en 2006. Il est indiqué, sur le site du ICIJ, que M. Frem avait utilisé son passeport diplomatique pour ouvrir un compte à la HSBC dont il est devenu le client en 2001. Il était lié à deux comptes clients. Un des comptes était doté de 3,37 millions de dollars

René Naba : *Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath).*

Copyright © 2015 Global Research